



**MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

SOUS-DIRECTION DE L'ATTRACTIVITÉ ET DES RECRUTEMENTS

Bureau des concours et examens professionnels

**Concours externe pour l'accès à l'emploi de
secrétaire des affaires étrangères (cadre d'Orient)
au titre de l'année 2026**

Épreuve écrite d'admissibilité n°2

Mardi 25 novembre 2025

Questions européennes

Durée totale de l'épreuve : 2 heures - Coefficient : 3

60 questions à choix multiples (QCM) maximum suivies de deux questions à réponse courte sur les questions européennes

Sommaire

Questionnaire à choix multiple (12 points).....	1
Questions à réponse courte (8 points).....	10

Questionnaire à choix multiple (12 points)

Pour répondre, veuillez cocher les cases correspondant à vos réponses sur la copie prévue à cet effet.

Pour chaque question, une ou plusieurs réponses sont possibles.

Barème :

- *bonne réponse = + 0,2 point*
- *mauvaise réponse = - 0,1 point*
- *absence de réponse = - 0,05 point*

1/ Quel traité, signé le 18 avril 1951, a établi la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) ?

- a. Le traité de Rome
- b. Le traité de Bruxelles
- c. Le traité de Paris
- d. Le traité de Luxembourg

2/ Quels sont les pays membres de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) :

- a. Allemagne, Espagne, France, Belgique, Pays-Bas, Luxembourg
- b. Allemagne, Italie, France, Belgique, Pays-Bas, Luxembourg
- c. Allemagne, Portugal, France, Belgique, Pays-Bas, Luxembourg
- d. Allemagne, Royaume-Uni, France, Belgique, Pays-Bas, Luxembourg

3/ En quoi a consisté le plan Pleven ?

- a. À répartir l'aide américaine destinée à la reconstruction de l'Europe
- b. À proposer la mise en place d'une « armée européenne »
- c. À permettre le réarmement national de l'Allemagne
- d. À proposer le projet de mise en commun des productions franco-allemandes de charbon et de l'acier

4/ De quand date la première élection du Parlement européen au suffrage universel direct ?

- a. 1974
- b. 1979
- c. 1981
- d. 1986

5/ Sur quel point a principalement porté le compromis trouvé au Conseil européen de Fontainebleau des 25/26 juin 1984 ?

- a. Le passage au vote à la majorité qualifiée au Conseil
- b. La réforme institutionnelle en vue de l'élargissement
- c. Le rabais budgétaire du Royaume-Uni
- d. Une clause d'exemption (« opt-out ») sur certains domaines sociaux et politiques

6/ Quel a été l'objet du traité de l'Elysée ?

- a. La coopération franco-britannique sur le contrôle des frontières
- b. Le renforcement de la coopération franco-italienne
- c. Le renforcement de la coopération franco-allemande
- d. Le renforcement de la coopération franco-espagnole

7/ Parmi ces formations, laquelle relève du Coreper II ?

- a. Affaires économiques et financières
- b. Education, jeunesse, culture et sport
- c. Environnement
- d. Transport, télécommunications et énergie

8/ Quel est l'apport majeur de l'arrêt Cassis de Dijon (15 juin 1979) de la Cour de justice de l'Union européenne ?

- a. Il s'agit du premier arrêt établissant le principe de libre circulation des marchandises
- b. Il donne une définition large des mesures d'effet équivalent à des restrictions quantitatives (MEERQ)
- c. Il consacre la reconnaissance mutuelle des législations relatives aux marchandises
- d. Il consacre la reconnaissance de l'effet direct du droit de l'Union

9/ En quelle année a été signé l'accord de Schengen ?

- a. 1975
- b. 1985
- c. 1990
- d. 1999

10/ Quel État a, ou quels États ont, obtenu le statut d'État candidat à l'Union européenne avant l'Ukraine ?

- a. Moldavie
- b. Monténégro
- c. Géorgie
- d. Bosnie-Herzégovine

11/ En 2005, deux États ont rejeté par référendum le traité établissant une Constitution pour l'Europe. Il s'agit de :

- a. la France et l'Italie
- b. la France et les Pays-Bas
- c. la France et la Belgique
- d. la France et le Luxembourg

12/ En termes de montants, quels sont les trois premiers États bénéficiaires du plan de relance Next Generation EU ?

- a. Italie, Espagne, France
- b. Italie, France, Grèce,
- c. Italie, Espagne, Pologne
- d. Italie, Pologne, Grèce

13/ Quel est le premier groupe politique au Parlement européen ?

- a. Conservateurs et réformistes européens (CRE)
- b. Alliance progressiste des socialistes et démocrates (S&D)
- c. Parti populaire européen (PPE)
- d. Renew Europe (RE)

14/ Comment se fait le choix du candidat à la présidence de la Commission dans le cadre du dispositif des « Spitzenkandidaten » (« Candidat tête de liste ») ?

- a. Le Parlement européen désigne comme candidat à la présidence de la Commission la tête de liste du parti politique arrivé en tête des élections européennes
- b. Le Conseil européen désigne comme candidat à la présidence de la Commission la tête de liste du parti politique arrivé en tête des élections européennes
- c. Le Conseil de l'Union européenne désigne comme candidat à la présidence de la Commission la tête de liste du parti politique arrivé en tête des élections européennes
- d. Le Conseil européen choisit librement le candidat à la présidence de la Commission, sans tenir compte du résultat des élections

15/ Le haut représentant pour les affaires étrangères et la politique de sécurité :

- a. est nommé par le Conseil de l'Union européenne à la majorité qualifiée avec l'approbation du président de la Commission européenne
- b. est nommé par le Conseil européen à la majorité qualifiée avec l'approbation du président du Parlement européen
- c. est nommé par le Conseil européen à la majorité qualifiée avec l'approbation du président de la Commission européenne et est soumis à un vote d'approbation du Parlement européen
- d. est nommé par le Conseil de l'Union européenne à la majorité qualifiée avec l'approbation du président de la Commission européenne et du président du Conseil européen

16/ À quelle institution appartient le COREPER ?

- a. La Commission
- b. Le Parlement européen
- c. Le Conseil de l'Union européenne
- d. Le Conseil européen

17/ Qui compose le Conseil de l'Union européenne ?

- a. Les ministres des États membres
- b. Les Chefs d'État et de gouvernement des États membres
- c. Les fonctionnaires européens
- d. Les membres du Parlement européen

18/ Quelle institution détient le pouvoir de proposer les textes législatifs ?

- a. Le Parlement européen
- b. Le Conseil de l'Union européenne
- c. Le Conseil européen
- d. La Commission

19/ Où se situe la Cour de justice de l'Union européenne ?

- a. Francfort
- b. Strasbourg
- c. Luxembourg
- d. Bruxelles

20/ Combien y a-t-il de députés européens ?

- a. 736
- b. 720
- c. 705
- d. 751

21/ Quel État occupe actuellement la présidence tournante du Conseil de l'Union européenne (juillet-décembre 2025) ?

- a. Pologne
- b. Danemark
- c. Chypre
- d. Irlande

22/ Dans le cadre du Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance du 2 mars 2012, qu'est-ce que la règle d'or budgétaire ?

- a. La limitation du déficit courant à 3% du PIB
- b. La limitation de la dette publique à 60% du PIB
- c. La limitation du déficit public structurel à 0,5% du PNB
- d. L'interdiction absolue d'avoir un déficit

23/ Le principe de subsidiarité a été formellement consacré dans :

- a. l'Acte unique européen
- b. le traité de Maastricht
- c. le traité de Nice
- d. le traité de Lisbonne

24/ Le principe de proportionnalité :

- a. n'est pas inscrit à l'article 5 du TUE
- b. ne vise que le contenu de l'action de l'Union
- c. s'applique à toutes les compétences
- d. sa violation ne peut pas être contestée auprès de la Cour de justice de l'Union européenne

25/ Quel a été le montant du cadre financier pluriannuel 2021-2027 adopté en décembre 2020 (hors plan de relance européen) ?

- a. De l'ordre de 500 milliards d'euros
- b. De l'ordre de 900 milliards d'euros
- c. De l'ordre de 1200 milliards d'euros
- d. De l'ordre de 3000 milliards d'euros

26/ Quelle est la, ou quelles sont les, proposition(s) correcte(s) s'agissant de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne ?

- a. Elle est appliquée uniformément dans tous les États membres
- b. Elle a la même valeur juridique que les traités depuis l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne
- c. Elle ne consacre pas de droits sociaux
- d. Son énoncé est classé en huit chapitres

- 27/ Au Conseil de l'Union européenne, la minorité de blocage est atteinte lorsque :
- a. 2 États membres représentant plus de 65% de la population de l'UE votent contre
 - b. 3 États membres représentant plus de 65% de la population de l'UE votent contre
 - c. 4 États membres représentant plus de 35% de la population de l'UE votent contre
 - d. 4 États membres représentant plus de 65% de la population de l'UE votent contre
- 28/ Quelle est la principale recette du budget de l'Union européenne ?
- a. Les ressources propres traditionnelles (droits de douane)
 - b. La ressource RNB des États membres
 - c. La ressource TVA
 - d. La ressource plastique
- 29/ Quel est le premier poste budgétaire de l'Union européenne ?
- a. La cohésion économique, sociale et territoriale
 - b. La Politique agricole commune (PAC)
 - c. La compétitivité, la recherche et l'innovation
 - d. Le voisinage et la politique étrangère
- 30/ Quelle est la, ou quelles sont les, proposition(s) incorrecte(s) s'agissant du règlement Dublin ?
- a. Il n'a jamais été question de le réformer
 - b. Il a pour objet de déterminer l'Etat membre responsable du traitement d'une demande d'asile
 - c. Il fait reposer l'essentiel de l'instruction des demandes d'asile sur quelques États membres
 - d. Il a été adopté en 2013
- 31/ A quoi sert le FEDER ?
- a. À réduire les disparités économiques et sociales entre les régions européennes
 - b. À favoriser le développement rural et l'agriculture
 - c. À financer des actions en matière de formation, d'aide à la reconversion professionnelle et au reclassement de personnes exclues du marché du travail
 - d. À soutenir la pêche durable et le développement des zones côtières
- 32/ Quelle part représente la politique agricole commune dans les dépenses de l'Union européenne ?
- a. 40%
 - b. 30%
 - c. 20%
 - d. 10%
- 33/ Quelle est la, ou quelles sont les, proposition(s) correcte(s) s'agissant du système d'information Schengen (SIS) ?
- a. Permet de partager des informations concernant des personnes et objets impliqués dans des activités liées au terrorisme
 - b. Utilise des technologies de reconnaissance de photographies et images faciales
 - c. Contient uniquement des empreintes digitales et empreintes palmaires comme type de données
 - d. Il n'est pas opérationnel en Suisse et en Norvège

- 34/ Quel est le premier bénéficiaire de la politique agricole commune parmi les États membres ?
- Italie
 - France
 - Espagne
 - Allemagne
- 35/ Cochez les compétences exclusives de l'Union qui se trouvent dans la liste suivante :
- marché intérieur
 - industrie
 - politique monétaire (pour les États membres dont la monnaie est l'euro)
 - politique commerciale commune
- 36/ Quels sont les États membres de l'Union européenne n'appartenant pas à l'espace Schengen ?
- Danemark
 - Irlande
 - Chypre
 - Luxembourg
- 37/ À quelle institution de l'Union européenne est rattaché le Haut représentant pour les affaires étrangères et la politique de sécurité (HRAEPS) ?
- À la Commission
 - Au Conseil de l'Union européenne
 - Au Conseil européen
 - Il est situé au sein de la Commission tout en étant rattaché au Conseil de l'Union européenne
- 38/ Quelle est la, ou quelles sont les, affirmation(s) correcte(s) relatives au Service européen d'action extérieure (SEAE) ?
- Le SEAE est intégré à la Commission européenne
 - Le SEAE est intégré au Conseil de l'Union européenne
 - Le SEAE est intégré au Conseil européen
 - Le SEAE est un organe de l'Union européenne disposant d'une autonomie
- 39/ Combien de pays sont officiellement candidats pour intégrer l'Union européenne ?
- 7
 - 8
 - 9
 - 10
- 40/ En vertu de la libre prestation de services, un avocat :
- peut exercer à titre permanent dans un autre État membre avec son diplôme d'origine d'un pays de l'Union sans aucune autre formalité
 - peut pratiquer les mêmes activités professionnelles que ceux du pays d'accueil sans exception
 - peut obtenir le titre professionnel du pays d'accueil s'il justifie notamment de trois ans d'activité effective et régulière dans ce pays d'accueil
 - peut exercer dans l'État membre d'accueil sous son titre professionnel d'origine dans la langue de l'État d'accueil

41/ Qui a été la première haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité ?

- a. Kaja Kallas
- b. Catherine Ashton
- c. Federica Mogherini
- d. Ursula von der Leyen

42/ Les sanctions adoptées par l'Union européenne :

- a. visent uniquement des particuliers responsables d'actes de terrorisme
- b. sont toutes autonomes par rapport aux sanctions adoptées par le Conseil de sécurité des Nations Unies
- c. peuvent viser des entités, des entreprises fournissant les moyens de mener les politiques ciblées
- d. ne concernent pas les sanctions diplomatiques dont le prononcé relève de la souveraineté des États membres

43/ Quel programme, récemment créé, vise à financer, via des prêts, les acquisitions conjointes d'équipements militaires par les États membres ?

- a. Le fonds européen de défense (FED)
- b. Le programme SAFE
- c. Le programme ASAP
- d. Le programme EDIRPA

44/ Quelle nouveauté a apporté la Facilité européenne pour la paix (FEP) ?

- a. L'introduction d'un instrument visant à renforcer l'industrie européenne de la défense au moyen d'acquisitions conjointes
- b. Le financement commun et l'envoi d'armes létales à des pays en guerre auxquels l'UE décide d'apporter son soutien
- c. La possibilité de conduire des opérations militaires sur le continent africain
- d. La possibilité de financer des missions civiles ou humanitaires

45/ Comment la FEP est-elle financée ?

- a. Via le budget de l'Union européenne
- b. Via les contributions d'États tiers
- c. Via les contributions des États membres
- d. Via un impôt européen

46/ Quel État de l'UE a le plus récemment intégré l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) ?

- a. Finlande
- b. Lituanie
- c. Suède
- d. Slovénie

47/ De quelle manière la Facilité européenne pour la paix (FEP) a-t-elle été mobilisée à partir de février 2022, à la suite de l'agression russe de l'Ukraine ?

- a. Pour la prise de sanctions contre la Russie
- b. Pour le gel des avoirs russes détenus en Europe
- c. Pour l'envoi d'armes à l'Ukraine
- d. Pour l'envoi d'une aide budgétaire à l'Ukraine

48/ Par quel canal les opérations militaires et de défense européennes sont-elles financées ?

- a. Par le budget de l'Union européenne
- b. Par le cadre financier pluriannuel de l'Union européenne
- c. Par les budgets nationaux des États membres à hauteur de leur contribution à ces opérations
- d. Par les budgets nationaux des États membres de manière égale

49/ Lequel de ces États n'a pas fait l'objet d'une procédure de déficit excessif initiée en 2024 à son encontre ?

- a. Italie
- b. Slovaquie
- c. Grèce
- d. Hongrie

50/ L'Union européenne n'est pas partie à :

- a. l'Accord de Paris sur le climat
- b. la Convention européenne des droits de l'homme
- c. l'Accord des Nations Unies sur la haute mer
- d. au traité de l'Atlantique Nord

51/ Qu'est-ce que la Communauté politique européenne ?

- a. Une initiative de la Commission européenne de coordination politique entre 47 États
- b. Une initiative intergouvernementale de coordination politique entre 47 États
- c. Une institution supranationale de coordination politique entre 47 États
- d. Une instance de coordination politique entre 47 États présidée par la France

52/ En matière d'aide publique au développement, l'Union européenne et ses États membres constituent :

- a. le premier bailleur multilatéral
- b. le deuxième bailleur multilatéral
- c. le troisième bailleur multilatéral
- d. le quatrième bailleur multilatéral

53/ Quel est l'acronyme de l'instrument européen pour le voisinage, le développement et la coopération internationale créé en 2021 ?

- a. IVDCI (NDICI en anglais)
- b. FED (EDF en anglais)
- c. IEV (ENI en anglais)
- d. ICD (DCI en anglais)

54/ Quelle direction générale de la Commission gère l'aide humanitaire de l'Union ?

- a. La DG NEAR
- b. La DG ECHO
- c. La DG INTPA
- d. La DG ENEST

55/ Quel est le dernier État à avoir intégré la zone euro ?

- a. Bulgarie
- b. Roumanie
- c. Slovénie
- d. Croatie

56/ S'agissant de l'union douanière, indiquer la ou les phrase(s) incorrecte(s).

- a. L'interdiction des taxes à effet équivalent n'est pas inscrite dans le TFUE
- b. L'union douanière se caractérise par l'adoption d'un tarif douanier commun dans les relations avec les États tiers
- c. Le TFUE interdit aux États membres les impositions intérieures discriminatoires ou protectrices sur les produits des autres États membres
- d. 75% des droits de douane perçus sont destinés au budget de l'UE

57/ Jusqu'à combien de temps un citoyen de l'Union européenne peut-il résider dans un autre État membre sans condition ?

- a. 1 mois
- b. 3 mois
- c. 6 mois
- d. 12 mois

58/ Quel(s) pouvoir(s) détient Europol ?

- a. Celui de décider de la création d'une enquête commune
- b. Celui de coordonner la réalisation d'enquêtes et d'actions opérationnelles
- c. Celui de mettre en œuvre des mesures de contrainte telles que les arrestations
- d. Celui de créer des lois et règlements en matière policière

59/ Lesquelles de ces mesures visant à encadrer l'activité des lobbies n'existent pas ?

- a. La création d'un registre de transparence non obligatoire
- b. La création d'un registre de transparence obligatoire
- c. L'instauration d'un code de conduite
- d. Un audit indépendant mesurant l'influence réelle des groupes d'intérêt sur la législation

60/ Quelle est la fonction principale de la Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires (COSAC) ?

- a. Permettre aux représentants de collectivités locales de se concerter sur les propositions législatives européennes
- b. Permettre aux représentants de collectivités locales de proposer et voter des lois
- c. Permettre aux parlements nationaux de se concerter sur les propositions législatives européennes
- d. Permettre aux parlements nationaux de proposer et voter des lois

Questions à réponse courte (8 points)

Question 1 (4 points)

L'Union européenne est-elle prête à un nouvel élargissement ?

Question 2 (4 points)

La régulation du numérique par l'Union européenne : réalité ou vœu pieux ?